

FONCTION PUBLIQUE

Augmentation du point d'indice : qui est pour, qui est contre dans les partis politiques

Emmanuelle Picaud | France | A la une | Publié le 16/03/2016



© Fotolia

Manuel Valls a promis « un geste significatif » en faveur d'une augmentation des salaires des fonctionnaires. Une annonce qui n'a pas manqué de faire réagir les opposants politiques.

Alors que les syndicats ont rendez-vous jeudi 17 mars avec la ministre de la Fonction publique Annick Girardin, le gouvernement a laissé entendre qu'il envisageait de revaloriser le point d'indice des fonctionnaires, bloqué depuis la présidence de Nicolas Sarkozy à 4,63 euros.

En effet, mardi 15 mars 2016, le Premier ministre Manuel Valls a déclaré sur RMC qu'il ferait lors de cette fameuse rencontre, un « geste significatif » en faveur du salaire des fonctionnaires. L'annonce officialisée, les partis politiques n'ont pas manqué de réagir aux propos de Matignon.

Un coût important pour le secteur public

Le parti Les Républicains (LR) a, le premier, vivement dénoncé une « mesure coûteuse pour les contribuables et purement électoraliste ».

Selon les estimations, une augmentation du point d'indice des salaires de 1% doit coûter 1,8 milliard d'euros supplémentaires à l'État et aux collectivités territoriales, « sans aucune contrepartie en matière de réforme de l'administration ou du temps de travail des fonctionnaires » déplore le communiqué.

Toutefois, le parti de Nicolas Sarkozy a reconnu que « cette annonce [...] ne doit pas masquer une réalité : la paupérisation progressive des fonctionnaires, résultat du choix socialiste de privilégier les recrutements au détriment de toute réforme courageuse et ambitieuse ».

Pour revaloriser les carrières des fonctionnaires, Les Républicains préconisent de poursuivre le non-remplacement d'au moins un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, et de mettre en place une rémunération liée à la performance et au mérite dans la fonction publique.

À moyen terme, l'idée est de créer « une fonction publique du XXI^e siècle [...] », qui « répondra à l'exigence d'équité entre les citoyens du privé et ceux du public que ce soit sur le temps de travail, un système de retraites équivalentes, et des règles de gestion semblables à celles du privé », est-il précisé.

Le centriste François Sauvadet (UDI), ancien ministre de la fonction publique de Nicolas Sarkozy, est contre lui aussi, évoquant une mesure « fumeuse ».

#Degel du point d'indice : mesure coûteuse pour le pays et les collectivités, écran de fumée d'1 gestion désastreuse de la #FonctionPublique

— François SAUVADET (@sauvadet) 16 mars 2016

Le Front national s'est quant à lui déclaré « favorable » au dégel du point d'indice des fonctionnaires, tout en estimant que « celui-ci ne se réclame simplement pas la veille d'échéances électorales majeures ». Le parti de Marine Le Pen n'a pas manqué de souligner la baisse générale du pouvoir d'achat des français « qui touche les petits traitements de la fonction publique, les petits salaires du privé et les petites retraites ».

Pointant le contexte actuel de restrictions budgétaires imposées par l'État aux collectivités territoriales, le FN a également souligné que « l'austérité n'est pas une solution pour la France », tout en expliquant que celle-ci « ne doit pas se confondre avec une saine gestion des deniers publics ». Florian Philippot, vice-président du FN appelle ainsi à les « grandes collectivités » à cesser d'embaucher.

Dégeler le point d'indice oui. Gros pb de pouvoir d'achat en France ! Les grandes collectivités locales doivent cesser d'embaucher à tout-va — Florian Philippot (@f_philippot) 16 mars 2016

Une décision « légitime » après six ans d'attente

Le président du MoDem François Bayrou a quant à lui estimé « légitime » la revalorisation du point d'indice lors d'une interview sur iTélé. « Cela fait six ans que le point d'indice des fonctionnaires n'a pas été revalorisé. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu des progressions individuelles, mais le point de référence ne l'a pas été. Il est donc légitime qu'il le soit », a-t-il déclaré.

Lors de l'interview, François Bayrou s'est risqué à faire une comparaison avec le secteur privé, arguant que les salaires de celui-ci ont augmenté normalement et ont suivi l'inflation, tandis que ceux du public ont, eux, été bloqués. Enfin, quoique favorable à cette mesure, le centriste a toutefois émis des réserves quant à son financement : « le problème c'est que l'on n'a pas fait les efforts de gestion nécessaires pour avoir les moyens de le financer. (...) Cela va créer de grandes difficultés. »

Le parti de gauche privilégie lui aussi le dégel du point d'indice :

Le parti de gauche privilégie lui le dégel du point d'indice

« Augmentons le point d'indice des fonctionnaires, plutôt que de continuer à faire des cadeaux aux grands groupes ! » @Simonnet2 #GGRMC

— Parti de Gauche (PG) (@LePG) 16 mars 2016

Si l'idée d'une augmentation générale des salaires des fonctionnaires est désormais rendue officielle, reste à fixer l'ampleur de celle-ci. Le gouvernement n'a pas encore précisé le chiffre, mais la question sera au coeur du rendez-vous du 17 mars entre les syndicats et la ministre de la fonction publique.